

Le président de la Russie, M. Boris Eltsine, rejeta aussitôt le nouveau pouvoir, déclara les décisions du comité d'État illégales et lança un mot d'ordre de grève générale. Le président Bush et la Communauté européenne condamnèrent aussi le putsch, refusèrent de reconnaître les nouveaux dirigeants et demandèrent le rétablissement de M. Gorbatchev dans ses fonctions. À ce moment, on ne savait pas où se trouvait ce dernier -- il était, en fait, assigné à résidence dans une datcha de Crimée.

Le 20 août, des milliers de personnes commencèrent à se rassembler autour du parlement russe, à Moscou, pour soutenir Boris Eltsine et essayer d'empêcher l'armée de s'emparer du bâtiment et du président russe, si les putschistes lui en donnaient l'ordre. Les manifestants érigèrent des barricades autour de l'édifice et trois d'entre eux furent tués dans la nuit, lors d'affrontements avec des chars.

Voyant que la communauté internationale n'était nullement disposée à accepter le coup d'État (seuls l'Irak et la Libye se félicitèrent du changement), les putschistes, hésitants ou incapables, semblait-il, de prendre les mesures nécessaires pour asseoir leur comité, ne tardèrent pas à se désolidariser les uns des autres. Le 22 août, leur échec devenait flagrant et M. Gorbatchev rentra à Moscou reprendre le pouvoir en main. Bien qu'il fût rétabli dans ses fonctions, le putsch avait entraîné une passation irrévocable de pouvoirs aux républiques et, plus particulièrement, du président de l'URSS au président de la Russie, dont l'attitude avait été, estimait-on, cruciale dans l'échec au coup d'État.

Avant le putsch, faute de vouloir s'éloigner du Parti communiste, M. Gorbatchev connaissait de sérieux problèmes. Trois semaines auparavant, son intransigeance sur la question avait provoqué la démission d'un de ses principaux conseillers et partisans, Alexandre Iakovlev, qui l'avait alors mis en garde contre le risque réel d'un coup d'État conservateur. Le statut du Parti communiste était également cause de tension entre MM. Gorbatchev et Eltsine. En juillet, ce dernier avait passé un décret interdisant les cellules du Parti dans les usines et sur les lieux de travail.

Au lendemain même du coup d'État, Mikhaïl Gorbatchev continua d'affirmer que le Parti pouvait être le véhicule du changement. Cependant, le 23 août 1991, alors qu'il s'adressait au Parlement russe, M. Eltsine l'obligea à lire le procès-verbal d'une réunion de membres importants de son cabinet, réunion tenue en son absence, dans lequel il était évident que nombre de ministres étaient favorables au coup d'État dont il venait d'être la victime. Après quoi, le même Boris Eltsine signa, sous ses yeux, un décret suspendant les activités du Parti communiste de Russie en attendant une enquête sur son rôle dans le putsch. Le lendemain, 24 août,